REPUBLIQUE FRANCAISE

Département
de
L'ESSONNE
Arrondissement
de
PALAISEAU

COMMUNE DE VILLEJUST

ARRÊTÉ N° 2026 - 090

Portant permission de voirie

Avenue de l'Océanie

Le Maire de la commune de VILLEJUST,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

CONSIDERANT la demande par laquelle l'opérateur de télécommunication SIPARTECH domicilié 7, rue Auber – 75009 PARIS demande l'autorisation d'effectuer des travaux de création de fourreaux avec pose de chambre télécom sur une partie de chaussée et sur un accotement situés au niveau du 23, avenue de l'Océanie, à partir du mardi 13 octobre 2026 pour une durée de 45 jours,

CONSIDERANT qu'afin de permettre le bon déroulement des dits travaux et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il convient de prendre les mesures nécessaires,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à intervenir, sur une partie de chaussée et sur un accotement situés au niveau du 23, avenue de l'Océanie, à partir du mardi 13 octobre 2026 pour une durée de 45 jours.

ARTICLE 2 : Avant toute exécution des travaux, le pétitionnaire sera tenu de se mettre préalablement en rapport avec les services possédant les installations et canalisations dans la partie de la chaussée transformée, en particulier avec les administrations de France télécom., d'ENEDIS, de GRDF, du service des eaux (notre concessionnaire : SUEZ) et de l'éclairage public (notre concessionnaire : entreprise SEIP).

ARTICLE 3 : L'intervention sera entreprise par les soins et aux frais du pétitionnaire. Celui-ci devra se charger de mettre en place une signalisation verticale et horizontale. Le chantier ne devra pas entraver la libre circulation des riverains ainsi que le libre écoulement des eaux et l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile.

ARTICLE 4 : La durée des dépôts de matériaux qu'il pourrait être nécessaire d'effectuer sur la voie publique n'excédera pas 45 jours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire sera tenu responsable de son intervention. Il aura la charge de la remise en état des lieux en fin de chantier.

ARTICLE 6 : La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable.

ARTICLE 7 : Le Maire, la police municipale ainsi que tous les agents assermentés sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché en mairie et dont l'ampliation sera transmise à :
- la société SIPARTECH,
- la Communauté d'agglomération Paris-Saclay,
- La police municipale de Villejust.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Villejust, le 12 OCT. 2026

L'Adjoint au Maire, délégué à la voirie,
aux espaces publics et aux mobilités,

MAIRIE DE VILLEJUST (ESSONNE)

Joseph AFONSO

Affiché le : 12 OCT. 2026

Ampliations transmises le : 12 OCT. 2026